

AU PREMIER JOUR DE LA CAMPAGNE

# Le meeting de Benyounès et Ghoul chahuté à Sour-El-Ghozlane

*A Bouira, comme il fallait s’y attendre, alors que les représentants des candidats à la présidentielle du 17 avril prochain sont encore à la recherche d’une stratégie de campagne pour quelques-uns et sur le terrain en quête d’une campagne de proximité, pour d’autres, les partisans de Bouteflika, le candidat sortant, ont choisi la ville de Sour-El-Ghozlane pour ouvrir le bal de cette campagne électorale.*

Cependant, le choix de cette ville, qui a toujours été l’un des réservoirs de voix en faveur du candidat Bouteflika durant ses trois dernières mandatures, s’est quelque peu amoché cette fois-ci puisque le meeting animé hier à 10 heures par Amara Benyounès et Amar Ghoul, n’a pas été d’un grand succès. Bien au contraire les deux animateurs de ce meeting se sont même vus dans l’obligation d’écourter leurs discours après les

sifflets et autres chahuts lancés tout au long de leurs interventions au niveau de cette salle des fêtes qui s’est presque vidée avant même la fin du meeting.

En effet, on en était là depuis quelques minutes à écouter l’intervention d’Amara Benyounès du MPA, qui exhortait les présents à aller voter massivement pour le candidat de leur choix, afin de donner une meilleure légitimité pour le futur Président, à leur expliquer la

nécessité d’aller voter pour assurer une stabilité pour le pays quand des voix s’élevèrent de l’arrière de la salle en brandissant des signes de «NON» avec leurs mains, suivis de sifflets et autres chahuts.

Face à ces jeunes qui sont pour la plupart des étudiants opposés au 4<sup>e</sup> mandat de Bouteflika et qui criaient haut et fort, Amara Benyounès a enchaîné en leur disant qu’il ne cédera pas face aux menaces et qu’il savait que la campagne sera rude et acharnée. Mais, rappelle-t-il au milieu de ce charivari, accentué par d’autres jeunes partisans qui chantaient et dansaient à la gloire de «Bouteflika», que «personne ne nous fera peur» et ce, tout en invitant les présents à voir les partisans du boycott et du rejet du 4<sup>e</sup>

mandat, avec qui ils étaient assis côte à côte dans la salle Harcha, avant de terminer par cette phrase «Non, le retour aux années 1990 est impossible».

Pour sa part, Amar Ghoul qui a pris la parole juste après et dans ce désordre indescriptible, a beau essayé de ramener les gens au calme mais en vain. Aussi, tout en élevant la voix grâce au mégaphone, Amar Ghoul s’est contenté de rappeler que c’est grâce à la réconciliation nationale initiée par Bouteflika que les gens sont en train de vivre aujourd’hui dans la paix en remerciant Dieu de nous avoir donné un sage de la trempe de Bouteflika.

Mais le désordre régnant a poussé l’orateur à écourter son discours en se contentant de rappeler

le serment fait par lui et son parti d’être aux côtés de Bouteflika pour servir l’Algérie. Dans l’après-midi, les deux leaders du MPA et de TAJ ont animé à Bouira un meeting populaire au niveau de la maison de la culture Ali Zaâmour.

Là, même si le scénario de la matinée ne s’est pas réédité, ce qui était frappant aux yeux des observateurs était cette incapacité de ces deux partis, qui même avec l’apport des militants du FLN et du RND appelés en renfort pour la circonstance, n’ont pas pu remplir la salle de 800 places assises, dont des centaines sont restées vides, ainsi que l’assistance restée en grande majorité froide et sourde aux harangues, surtout de Amar Ghoul.

Y. Y.

ILS PRÉPARENT UNE CONFÉRENCE POUR «LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE»

## Les boycotteurs s’inscrivent dans l’après-présidentielle

*La coordination nationale des partis et personnalités politiques pour le boycott de l’élection du 17 avril 2014 inscrit sa démarche au-delà de ce mot d’ordre, elle qui compte peser de tout son poids dans la période post-élection présidentielle, démentant la «stérilité» que certains tentent de lui faire coller.*

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Et pour cause, le quinté partisan (RCD, MSP, Nahda, FJD, Jil Jadid) et l’ancien chef de gouvernement Ahmed Benbitour s’installent désormais dans l’après-élection présidentielle du 17 avril prochain dont l’issue ne fait pas l’ombre d’un doute quant à une victoire du Président-candidat.

Ils ont installé, hier, une commission chargée de préparer la conférence nationale pour la transition démocratique. Une entité politique composée de 3 membres pour chaque parti et personnalité et qui a commencé son travail hier. Ouverte à d’autres partis et personnalités, elle se penchera sur «la définition

du concept de transition démocratique, ses étapes et les mécanismes de mise en œuvre».

Cette conférence pourra intervenir soit avant le prochain scrutin présidentiel ou après, son timing importe peu aux yeux de ses initiateurs.

Ce qui est loin d’être le cas pour le jour de l’installation de cette commission, le jour de l’entame de la campagne électorale d’une élection biaisée et dont l’issue est connue d’avance, comme ont tenu à le signifier successivement les présidents de Jil Jadid, du RCD, de Nahda, du FJD, du MSP et enfin Benbitour. Pour Mohcine Belabbas, la ren-

contre du jour est d’une «très forte symbolique» en ce sens, dira-t-il, que ces «partis de la résistance» comme il les nommera, ont, via cette commission, pour objectif d’offrir au pays des «perspectives». Et de préciser que ce travail de rapprochement entre les partis de l’opposition et autres personnalités nationales a commencé depuis près d’une année et cette commission installée fait œuvre, selon lui, d’une mini «assemblée constituante» puisqu’il aura à proposer au débat une vision et des perspectives pour l’Algérie de demain, au-delà des clivages idéologiques. Pour Mohamed Douibi, la rencontre d’hier est un très fort message politique du fait qu’elle offrira à terme un projet politique au pays, motivés que nous sommes, ajoutera-t-il, d’ouvrir des perspectives à nos compatriotes». Des perspectives en lesquelles Abdallah Djaballah verra une «obligation» et

un devoir au vu, explicitera-t-il, des «nombreuses failles dans la législation du pays qui ouvrent grandement les portes aux dérapages et aux excès de tous genres».

Quant à Abderezzak Mokri, il dira que cette initiative de la coordination nationale des partis et personnalités politiques pour le boycott de l’élection du 17 avril 2014, est une «preuve tangible de l’autonomie de décision et de l’initiative de l’opposition, armée de son seul et unique esprit nationaliste et patriotique» à l’opposé, fera-t-il remarquer, des «partisans du président dont les mobiles sont strictement d’ordre matériel».

Aussi, pour le président du MSP, les boycotteurs sont loin d’être «stériles», d’où cette initiative à même de constituer une alternative au système en place. «Nous critiquons et nous proposons des alternatives», dira-t-il.

M. K.

LETTRE DE BOUTEFLIKA AUX ALGÉRIENS

## Piques et prières de l’absent

*Faute de présence physique dans la campagne électorale ouverte officiellement hier, le candidat Bouteflika s’est rendu à un exercice épistolaire par lequel il retourne, sornois, l’amabilité à Liamine Zeroual, auteur lui aussi d’une lettre aux Algériens, tout en se présentant dans la stature d’un «messie» que tout le monde réclamait.*

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Le candidat Bouteflika sonne la charge dès l’entame de sa missive. «Je peux me permettre d’être légitimement fier d’avoir eu la faveur divine de contribuer à l’arrêt de l’effusion de sang des Algériens (...», écrit-il dans ce qui apparaît comme une réplique au président Zeroual, qui, dans une lettre au peuple algérien, publiée dans la presse à la fin de la semaine dernière, notait les échecs qui marquent le long règne de Bouteflika.

Cela fait, le candidat Bouteflika se consacre alors à un vernissage de son bilan durant 15 années à la tête de l’Etat, soutenant, au passage, que s’il se représente aujourd’hui, c’est parce que «vous êtes nombreux à vouloir que je continue l’œuvre de redressement national» et que, par ailleurs, «le processus de réforme est toujours en cours».

En parlant de réforme, Bouteflika pense à la révision de la Constitution qu’il promet de réaliser s’il est élu. Une Constitution qu’il devait réviser avant

l’élection présidentielle mais, surpris par la maladie, il dut se résigner à l’ajourner. Et, évidemment, Bouteflika ne devait pas aussi manquer, à l’occasion de cette sortie médiatique, de réagir aux commentaires que son passage devant le Conseil constitutionnel a soulevés au sein d’une large opinion publique qui ne comprenait pas qu’un homme aussi malade s’accroche au pouvoir. Ne pouvant nier la réalité de son handicap, il entreprend alors de le retourner à son avantage, en se posant dans l’attitude de quelqu’un qui ne peut se dérober à une sollicitation populaire.

«Les difficultés liées à ma santé physique actuelle ne semblent pas me disqualifier à vos yeux ou plaider en faveur de ma décharge des lourdes responsabilités qui ont eu raison d’une bonne partie de mes capacités. Vous tenez à ce que je voue mes dernières forces au parachèvement de la réalisation du programme pour lequel vous m’avez, à chaque fois, donné mandat (...) il me coûterait de rester sourd à

vos appels. Aussi ai-je décidé, pour ne point vous décevoir, de me porter candidat à l’élection présidentielle du 17 avril 2014 et de mettre mon énergie au service de la concrétisation de vos vœux.» Cependant vaine est cette tentative de faire accroire que sa candidature est une réponse à une demande populaire.

Pour avoir été usité par deux fois de suite, en 2004 et 2009, le procédé qui consiste à décider d’abord de sa candidature et instruire ensuite les partis et les organisations satellitaires du pouvoir pour réclamer cette même candidature est éculé.

Nul n’ignore que les FLN, RND, MPA, UGTA et les motions appelant Bouteflika à briguer un 4<sup>e</sup> mandat ont été commanditées par le clan présidentiel. Même les visites dans les wilayas du Premier ministre ont obéi au même agenda électoral.

Outre les enveloppes distribuées, Abdelmalek Sellal n’avait couru, en se rendant dans les wilayas, que la récolte des motions d’appel et de soutien à la candidature de Bouteflika.

Des appels et des motions que le candidat présentera par la suite comme autant de motifs l’ayant décidé à se représenter, malgré un état de santé défaillant.

S. A. I.

UN RASSEMBLEMENT AUJOURD’HUI

DEVANT L’ENTV

## Barakat veut dénoncer l’instrumentalisation de la télévision publique

Le mouvement Barakat organise aujourd’hui, à partir de 11h, à Alger, un rassemblement devant le siège de l’ENTV, pour protester contre ce qu’il juge, «une télévision au service du pouvoir».

C’est au nom de la «liberté d’expression», que les initiateurs de ce rassemblement, ont décidé de sortir dans la rue. Dans un communiqué rendu public, le mouvement Barakat explique que le but est de «dénoncer la propagande des télévisions, et celle de l’ENTV en particulier, au service du pouvoir».

Contacté, Idir Tazerout, militant et membre de la coordination nationale de Barakat, s’explique : «Pas plus tard que ce samedi, 22 mars, nous avons constaté pendant le journal télévisé de 20h, de l’ENTV, plus de vingt minutes consacrées rien qu’à la personne d’Abdelaziz Bouteflika.

Cette télévision publique, et ce, depuis sa création, ne cesse de censurer, voire déformer l’information et la réalité de l’actualité nationale. Notre rassemblement est ainsi une action de protestation pour dire Barakat à la télévision d’un seul homme.» Sur la question de savoir pourquoi ce rassemblement aujourd’hui et pas avant, puisque les pratiques de l’ENTV que dénonce Barakat, ne datent pas d’aujourd’hui, notre interlocuteur précise : «Il se trouve qu’avant, le mouvement Barakat n’était pas là. Aujourd’hui, il est là et nous n’allons pas passer sous silence ce genre d’agissements. Il était temps d’ailleurs.»

M. M.